

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Girouard—Lundi prochain—QUESTION—1. M. Albert Beaulac, maître de poste à Arthabaska, Québec, a-t-il été destitué?

2. Le cas échéant, pourquoi?
3. Une enquête a-t-elle été tenue?
4. Si oui, par qui?
5. Le Commissaire nommé pour tenir une enquête a-t-il présenté son rapport?
6. Le cas échéant, le gouvernement a-t-il mis ce rapport en vigueur?

M. Girouard—Lundi prochain—QUESTION—1. M. Albert Bergeron, agent du service de surveillance à Arthabaska, Québec, a-t-il été destitué?

2. Le cas échéant, pourquoi?
3. Une enquête a-t-elle été tenue?
4. Le cas échéant, par qui?
5. Le Commissaire nommé pour tenir une enquête a-t-il présenté son rapport?
6. Dans ce cas, le gouvernement a-t-il mis ce rapport en vigueur?

M. Woodsworth—Lundi prochain—QUESTION—1. Quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il versée en octrois à des clubs d'aviation du Canada, depuis la formation desdits clubs?

2. Quelle somme le gouvernement canadien a-t-il dépensée pour équipement donné ensuite aux clubs d'aviation depuis la formation desdits clubs?
3. Combien de pilotes *ab initio* qui ont obtenu un permis privé ont subi leur entraînement dans des clubs d'aviation?
4. Combien de pilotes qui ont obtenu un permis commercial ont étudié leur métier dans des clubs d'aviation?
5. Combien d'apprentis des clubs d'aviation durant l'année 1931 ont obtenu leur permis privé?
6. Combien de clubs d'aviation ont été dissous durant l'année 1931?
7. Combien de clubs d'aviation dans tout le Canada sont dissous à l'heure actuelle?
8. Quel montant le gouvernement donne-t-il à l'Association des clubs d'aviation pour payer les salaires des fonctionnaires ou employés de ladite Association?
9. Quel montant le gouvernement débourse-t-il pour chaque pilote *ab initio* qui a subi son entraînement dans un club d'aviation?
10. Quels octrois ont été accordés à des sociétés commerciales?
11. Quelle est l'assistance financière que le gouvernement accorde à la Société d'aviation?

M. Neill—Lundi prochain—QUESTION—1. Le cabinet a-t-il entendu l'appel interjeté devant lui, en septembre 1930, par les provinces de la Colombie-Anglaise, de l'Alberta et de la Saskatchewan, contre la décision de la Commission des chemins de fer qui permettait des prix de transport plus élevés sur les grains expédiés des prairies à la Colombie-Anglaise pour consommation locale que les prix imposés pour exportation?